

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting ;
Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;
Na beraadslaging,
Besluit :

Artikel 1. Bijlage II van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 augustus 2018 tot experimentele organisatie, in het kwalificatiestelsel uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (CPU), van gegroepeerde basisopties in het vierde, vijfde en zesde leerjaar van het kwalificerend secundair onderwijs, wordt vervangen door de bijlage gevoegd bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2018.

Art. 3. De Minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 september 2019.

De Minister-president, bevoegd voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/14603]

4 SEPTEMBRE 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française définissant les modalités de conversion en périodes des moyens complémentaires octroyés pour l'exercice de la mission de conseiller en prévention ou de délégué à la protection des données, conformément à l'article 23, alinéa 5, du décret-programme du 12 décembre 2018 portant diverses mesures relatives à l'organisation du budget et de la comptabilité, aux Fonds budgétaires, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'enfance, à l'enseignement obligatoire et de promotion sociale, aux bâtiments scolaires, au financement des infrastructures destinées à accueillir la Cité des métiers de Charleroi, à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret-programme du 12 décembre 2018 portant diverses mesures relatives à l'organisation du budget et de la comptabilité, aux Fonds budgétaires, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'enfance, à l'enseignement obligatoire et de promotion sociale, aux bâtiments scolaires, au financement des infrastructures destinées à accueillir la Cité des métiers de Charleroi, à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants, en particulier son article 23, alinéa 5 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 août 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté précise les modalités pratiques de mise en œuvre de l'article 23, alinéa 5, du décret-programme du 12 décembre 2018 portant diverses mesures relatives à l'organisation du budget et de la comptabilité, aux Fonds budgétaires, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'enfance, à l'enseignement obligatoire et de promotion sociale, aux bâtiments scolaires, au financement des infrastructures destinées à accueillir la Cité des métiers de Charleroi, à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants.

Art. 2. Toute conversion de moyens octroyés pour l'exercice de la mission de conseiller en prévention ou pour celle de délégué à la protection des données dans les établissements d'enseignement ou dans les centres psycho-médico-sociaux, en capital-périodes ou périodes-professeur, doit faire l'objet d'une demande introduite auprès des Services du Gouvernement par Wallonie-Bruxelles Enseignement (WBE), ou par un pouvoir organisateur ou un groupe de pouvoirs organisateurs dans l'enseignement subventionné par la Communauté française.

La demande est introduite au plus tard le 31 août précédant l'année scolaire concernée, sous peine d'irrecevabilité. Elle sera introduite à l'aide du formulaire en annexe I, dans le cas de Wallonie-Bruxelles Enseignement ou d'un pouvoir organisateur, et à l'aide du formulaire en annexe II lorsque les moyens sont mutualisés entre plusieurs pouvoirs organisateurs.

La demande inclut obligatoirement le nombre entier de périodes converties, dans les limites des moyens octroyés au pouvoir organisateur ou à l'ensemble des pouvoirs organisateurs qui ont établi une convention de mutualisation conformément à l'article 25 du décret-programme du 12 décembre 2018 précité.

Art. 3. En cas de mutualisation, chaque pouvoir organisateur participe au financement de la conversion de périodes conformément à la convention établie entre partenaires et dans les limites des moyens financiers qui lui sont octroyés.

Art. 4. § 1^{er}. Le nombre de périodes obtenues par conversion des moyens est déterminé sur base du coût moyen d'une période dans le niveau d'enseignement dont relève le membre du personnel engagé pour l'exercice de la mission.

En cas de mutualisation, le coût annuel moyen sera celui du niveau d'enseignement et du type dont relève le membre du personnel en charge de la mission de conseiller en prévention ou de délégué à la protection des données.

§ 2. Les coûts moyens d'une période dans l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, sont fixés au 1^{er} janvier précédant l'année scolaire pour laquelle les moyens convertis sont sollicités, selon la formule de calcul suivante :

1° le coût annuel moyen d'une période est établi sur base du coût des équivalents temps plein (ETP) en fonction (hors DPPR, missions, disponibilités) en janvier de chaque année. Le coût salarial total de ces ETP pour le mois de janvier est divisé par le nombre d'ETP en fonction en janvier pour obtenir le coût mensuel moyen par ETP. Ce coût

mensuel moyen est multiplié par 13 pour obtenir le coût annuel moyen par ETP. Le coût annuel moyen par ETP est ensuite divisé par un dénominateur qui varie selon la catégorie de fonction et le niveau d'enseignement pour obtenir le coût annuel moyen d'une période ;

2° le coût annuel moyen d'une période dans l'enseignement maternel ordinaire est obtenu en divisant par 26 le coût annuel moyen d'1 ETP dans ce niveau d'enseignement ;

3° le coût annuel moyen d'une période dans l'enseignement primaire ordinaire est obtenu en divisant par 24 le coût annuel moyen d'1 ETP dans ce niveau d'enseignement ;

4° le coût annuel moyen d'une période de cours généraux, de cours artistiques, de cours techniques et de cours philosophiques dans l'enseignement secondaire ordinaire du degré inférieur est obtenu en divisant par 22 le coût annuel moyen d'1 ETP de ces catégories de fonctions dans ce niveau d'enseignement ;

5° le coût annuel moyen d'une période de pratique professionnelle au 1^{er} degré de l'enseignement secondaire ordinaire du degré inférieur est obtenu en divisant par 22 le coût annuel moyen d'1 ETP de cette catégorie de fonction dans ce niveau d'enseignement ;

6° le coût annuel moyen d'une période de pratique professionnelle au 2^e degré de l'enseignement secondaire ordinaire du degré inférieur est obtenu en divisant par 28 le coût annuel moyen d'1 ETP de cette catégorie de fonction dans ce niveau d'enseignement ;

7° le coût annuel moyen d'une période de cours généraux, de cours artistiques, de cours techniques et de cours philosophiques dans l'enseignement secondaire ordinaire du degré supérieur est obtenu en divisant par 20 le coût annuel moyen d'1 ETP de ces catégories de fonctions dans ce niveau d'enseignement ;

8° le coût annuel moyen d'une période de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire ordinaire du degré supérieur est obtenu en divisant par 28 le coût annuel moyen d'1 ETP de cette catégorie de fonction dans ce niveau d'enseignement ;

9° le coût annuel moyen d'une période dans l'enseignement maternel spécialisé est obtenu en divisant par 26 le coût annuel moyen d'1 ETP dans ce niveau d'enseignement ;

10° le coût annuel moyen d'une période dans l'enseignement primaire spécialisé est obtenu en divisant par 24 le coût annuel moyen d'1 ETP dans ce niveau d'enseignement ;

11° le coût annuel moyen d'une période de cours généraux, de cours techniques (forme 4) et de cours philosophiques dans l'enseignement secondaire spécialisé du degré inférieur est obtenu en divisant par 22 le coût annuel moyen d'1 ETP de ces catégories de fonctions dans ce niveau d'enseignement ;

12° le coût annuel moyen d'une période de cours techniques (formes 1, 2 et 3) et de pratique professionnelle (formes 1, 2 et 3) dans l'enseignement secondaire spécialisé du degré inférieur est obtenu en divisant par 24 le coût annuel moyen d'1 ETP de cette catégorie de fonction dans ce niveau d'enseignement ;

13° le coût annuel moyen d'une période de pratique professionnelle (forme 4) dans l'enseignement secondaire spécialisé du degré inférieur est obtenu en divisant par 28 le coût annuel moyen d'1 ETP de cette catégorie de fonction dans ce niveau d'enseignement ;

14° le coût annuel moyen d'une période de cours généraux, de cours artistiques, de cours techniques et de cours philosophiques dans l'enseignement secondaire spécialisé du degré supérieur est obtenu en divisant par 20 le coût annuel moyen d'1 ETP de ces catégories de fonctions dans ce niveau d'enseignement ;

15° le coût annuel moyen d'une période de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire spécialisé du degré supérieur est obtenu en divisant par 28 le coût annuel moyen d'1 ETP de cette catégorie de fonction dans ce niveau d'enseignement.

Art. 5. Lorsqu'un pouvoir organisateur ou un ensemble de pouvoirs organisateurs décide de convertir l'entièreté des moyens de fonctionnement octroyés, le nombre obtenu est arrondi à l'unité inférieure pour déterminer le nombre de périodes.

Art. 6. La conversion des moyens en périodes couvre obligatoirement l'année scolaire complète, à savoir du 1^{er} septembre au 30 juin.

Le montant converti sera déduit lors du versement de la dotation/subvention prévu au mois de janvier de l'année scolaire concernée.

Le nombre de périodes obtenues par conversion de moyens financiers ne peut pas être modifié entre le 1^{er} septembre et le 30 juin de l'année scolaire concernée.

Art. 7. Les périodes converties sont utilisées exclusivement pour l'exercice de la mission de conseiller en prévention et conformément aux dispositions reprises aux titres I, II et III du Livre II du Code du Bien-être au Travail du 28 avril 2017, ou de délégué à la protection des données dans le cadre du Règlement général n° 2016/679 pour la protection des données, adopté par le Parlement européen le 27 avril 2016.

A cette fin, le pouvoir organisateur devra rattacher la mission à l'exercice d'une fonction de recrutement de la catégorie du personnel directeur et enseignant, au sens du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

La rémunération du membre du personnel à qui cette mission est ainsi attribuée sera fixée en regard des titres dont il est porteur conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juin 2014 relatif aux fonctions, titres de capacité et barèmes portant exécution des articles 7, 16, 50 et 263 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

Art. 8. Par dérogation à l'article 2, alinéa 2 du présent arrêté, pour l'année scolaire 2019-2020, la demande est introduite au plus tard le 30 septembre 2019, sous peine d'irrecevabilité.

Pour le calcul du coût moyen au 1^{er} janvier 2019, à l'article 4, il convient de remplacer le nombre 28 par 30.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2019.

Art. 10. Le Ministre qui a l'enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 septembre 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Éducation,
M.-M. SCHYNS

Annexe I à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française définissant les modalités de conversion en périodes des moyens complémentaires octroyés pour l'exercice de la mission de conseiller en prévention ou de délégué à la protection des données, conformément à l'article 23, alinéa 5, du décret-programme du 12 décembre 2018 portant diverses mesures relatives à l'organisation du budget et de la comptabilité, aux Fonds budgétaires, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'enfance, à l'enseignement obligatoire et de promotion sociale, aux bâtiments scolaires, au financement des infrastructures destinées à accueillir la Cité des métiers de Charleroi, à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants

Pouvoir organisateur unique

Demande de conversion en périodes des moyens octroyés pour la mission de conseiller en prévention ou de délégué à la protection des données

Année scolaire 20..... – 20.....

Formulaire à compléter par le pouvoir organisateur au sein duquel le membre du personnel en charge de la mission sera engagé, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française.

À renvoyer avant le 31 août de chaque année

précédant l'attribution des moyens relatifs au conseiller en prévention / délégué à la protection des données :

Le cas échéant, 1 formulaire par niveau d'enseignement et par école porteuse

Identification du pouvoir organisateur au sein duquel le membre du personnel en charge de la mission de conseiller en prévention ou de délégué à la protection des données sera engagé

N° FASE du P.O. :

Dénomination du pouvoir organisateur :

Niveau d'enseignement du conseiller en prévention / délégué à la protection des données :

- Enseignement fondamental ordinaire
- Enseignement secondaire ordinaire
- Enseignement spécialisé

N° FASE de l'école porteuse des périodes achetées :

Zone :

Dénomination de l'école :

Adresse de l'école :

Déclaration du nombre de périodes à acheter :

Nombre de périodes à acheter	.....	(A)
Dénominateur de charge (= nombre de périodes correspondant à une charge complète dans la fonction du membre du personnel concerné)	.....

Coût de la période dans le niveau d'enseignement dans lequel est engagé le conseiller en prévention / délégué à la protection des données, compte tenu du dénominateur de charge	.....	(B)
Coût total de l'achat	.....	(C) = (A) x (B)

Attention de bien vérifier si le PO dispose d'une dotation/subvention suffisante pour l'achat des périodes susvisées !

Total des moyens calculés pour le conseiller en prévention / délégué à la protection des données	(D)
--	-------	-----

Certifié sincère et exact,

Le mandataire du pouvoir organisateur

(Nom et prénom, date et signature)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française définissant les modalités de conversion en périodes des moyens complémentaires octroyés pour l'exercice de la mission de conseiller en prévention ou de délégué à la protection des données, conformément à l'article 23, alinéa 5, du décret-programme du 12 décembre 2018 portant diverses mesures relatives à l'organisation du budget et de la comptabilité, aux Fonds budgétaires, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'enfance, à l'enseignement obligatoire et de promotion sociale, aux bâtiments scolaires, au financement des Infrastructures destinées à accueillir la Cité des métiers de Charleroi, à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants

Bruxelles, le 4 septembre 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Egalité des chances et des Droits des femmes

Rudy DEMOTTE

La Ministre de l'Education,

Marie-Martine SCHYNS

Annexe II à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française définissant les modalités de conversion en périodes des moyens complémentaires octroyés pour l'exercice de la mission de conseiller en prévention ou de délégué à la protection des données, conformément à l'article 23, alinéa 5, du décret-programme du 12 décembre 2018 portant diverses mesures relatives à l'organisation du budget et de la comptabilité, aux Fonds budgétaires, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'enfance, à l'enseignement obligatoire et de promotion sociale, aux bâtiments scolaires, au financement des infrastructures destinées à accueillir la Cité des métiers de Charleroi, à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants

Plusieurs pouvoirs organisateurs (convention)

Demande de conversion en périodes des moyens octroyés pour la mission de conseiller en prévention ou de délégué à la protection des données

Année scolaire 20..... – 20.....

Formulaire à compléter par les pouvoirs organisateurs conventionnés

À renvoyer avant le 31 août de chaque année

précédant l'attribution des moyens relatifs au conseiller en prévention/délégué à la protection des données :

Le cas échéant, 1 formulaire par niveau d'enseignement et par école porteuse

Identification du pouvoir organisateur au sein duquel le membre du personnel en charge de la mission de conseiller en prévention ou de délégué à la protection des données sera engagé

N° FASE du PO :

Dénomination du pouvoir organisateur :

Niveau d'enseignement du conseiller en prévention / délégué à la protection des données:

- Enseignement fondamental ordinaire
- Enseignement secondaire ordinaire
- Enseignement spécialisé

N° FASE de l'école porteuse des périodes achetées :

Zone :

Dénomination de l'école :

Adresse de l'école :

Déclaration du nombre de périodes à acheter :

Nombre de périodes à acheter	.....	(A)
Dénominateur de charge (= nombre de périodes correspondant à une charge complète dans la fonction du membre du personnel concerné)	.....

Coût de la période dans le niveau d'enseignement dans lequel est engagé le conseiller en prévention / délégué à la protection des données, compte tenu du dénominateur de charge	(B)
--	-------	-----

Coût total de l'achat	(C) = (A) x (B)
-----------------------	-------	-----------------

Attention de bien vérifier si les PO disposent globalement d'une dotation/subvention suffisante pour l'achat des périodes susvisées !

Répartition du coût de l'achat des périodes entre les différents PO			
Montant total à répartir entre les différents PO :		(C) : (= CP + C1 + C2 + C3 + ...)	
FASE PO « porteur »	Dénomination	Montant à déduire de la subvention	Moyens disponibles du PO
.....	.....	(CP) .....	.....
FASE PO 1 (convention)	Dénomination	Montant à déduire de la subvention du PO 1	Moyens disponibles du PO 1
.....	.....	(C1) .....	.....
FASE PO 2 (convention)	Dénomination	Montant à déduire de la subvention du PO 2	Moyens disponibles du PO 2
.....	.....	(C2) .....	.....
FASE PO 3 (convention)	Dénomination	Montant à déduire de la subvention du PO 3	Moyens disponibles du PO 3
.....	.....	(C3) .....	.....
FASE PO 4 (convention)	Dénomination	Montant à déduire de la subvention du PO 4	Moyens disponibles du PO 4
.....	.....	(C4) .....	.....
FASE PO ... (convention)	Dénomination	Montant à déduire de la subvention du PO ...	Moyens disponibles du PO ...
.....
.....
.....
.....
.....

Attention de bien vérifier que chaque pouvoir organisateur dispose des moyens suffisants pour prendre en charge le montant à déduire de sa subvention.

Certifié sincère et exact,

Date :

Les mandataires de chaque pouvoir organisateur

FASE PO « porteur »	Nom et prénom du mandataire	Signature
FASE PO 1	Nom et prénom du mandataire	Signature
FASE PO 2	Nom et prénom du mandataire	Signature
FASE PO 3	Nom et prénom du mandataire	Signature
FASE PO 4	Nom et prénom du mandataire	Signature
FASE PO 5	Nom et prénom du mandataire	Signature
...

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française définissant les modalités de conversion en périodes des moyens complémentaires octroyés pour l'exercice de la mission de conseiller en prévention ou de délégué à la protection des données, conformément à l'article 23, alinéa 5, du décret-programme du 12 décembre 2018 portant diverses mesures relatives à l'organisation du budget et de la comptabilité, aux Fonds budgétaires, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'enfance, à l'enseignement obligatoire et de promotion sociale, aux bâtiments scolaires, au financement des Infrastructures destinées à accueillir la Cité des métiers de Charleroi, à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants

Bruxelles, le 4 septembre 2019.

**Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes
Rudy DEMOTTE**

La Ministre de l'Éducation,

Marie-Martine SCHYNS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2019/14603]

4 SEPTEMBER 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de nadere regels voor de omzetting naar lestijden van de bijkomende middelen toegekend voor de uitoefening van de opdracht van preventieadviseur of afgevaardigde voor gegevensbescherming, overeenkomstig artikel 23, vijfde lid, van het programmadecreet van 12 december 2018 houdende verschillende maatregelen inzake de regeling van de begroting en van de boekhouding, de begrotingsfondsen, hoger onderwijs en onderzoek, kind, het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, schoolgebouwen, de financiering van infrastructuur voor de Cité des métiers van Charleroi, de uitvoering van de hervorming van de initiële opleiding van de leerkrachten

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het programmadecreet van 12 december 2018 houdende verschillende maatregelen inzake de regeling van de begroting en van de boekhouding, de begrotingsfondsen, hoger onderwijs en onderzoek, kind, het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, schoolgebouwen, de financiering van infrastructuur voor de Cité des métiers van Charleroi, de uitvoering van de hervorming van de initiële opleiding van de leerkrachten, inzonderheid op artikel 23, vijfde lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 augustus 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van artikel 23, vijfde lid van het programmadecreet van 12 december 2018 houdende verschillende maatregelen inzake de regeling van de begroting en van de boekhouding, de begrotingsfondsen, hoger onderwijs en onderzoek, kind, het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, schoolgebouwen, de financiering van infrastructuur voor de Cité des métiers van Charleroi, de uitvoering van de hervorming van de initiële opleiding van de leerkrachten.

Art. 2. Elke omzetting naar een lestijdenpakket of lestijden-leraar van middelen toegekend voor de uitoefening van de opdracht van preventieadviseur of afgevaardigde voor gegevensbescherming in de onderwijsinstellingen of in de psycho-medisch-sociale centra, moet het voorwerp uitmaken van een aanvraag ingediend bij de Regeringsdiensten door "Wallonie-Bruxelles Enseignement" (WBE), of door een inrichtende macht of een groep van inrichtende machten in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid wordt de aanvraag uiterlijk op 31 augustus voorafgaand aan het betrokken schooljaar ingediend. De aanvraag wordt ingediend door middel van het formulier in bijlage I, in het geval van "Wallonie-Bruxelles Enseignement" of een inrichtende macht en door middel van het formulier in bijlage II als de middelen over verschillende inrichtende machten worden verdeeld.

De aanvraag moet het volledige aantal omgezette lestijden bevatten, binnen de perken van de middelen toegekend aan de inrichtende macht of aan alle inrichtende machten die een verdelingsovereenkomst hebben afgesloten overeenkomstig artikel 25 van voornoemd programmadecreet van 12 december 2018.

Art. 3. In geval van verdeling draagt elke inrichtende macht tot de financiering van de omzetting van de lestijden bij overeenkomstig de tussen de partijen afgesloten overeenkomst en binnen de perken van de haar toegekende financiële middelen.

Art. 4. § 1. Het aantal lestijden dat door middel van omzetting van de middelen wordt verkregen, wordt vastgelegd op basis van de gemiddelde kostprijs van een lestijd in het onderwijsniveau van het personeelslid aangeworven voor de uitoefening van de opdracht.

In geval van verdeling is de gemiddelde jaarlijkse kostprijs die van het onderwijsniveau en het type van het personeelslid dat de opdracht van preventieadviseur of afgevaardigde voor gegevensbescherming uitoefent.

§ 2. De gemiddelde kostprijzen van een lestijd in het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, worden vastgelegd op 1 januari voorafgaand aan het schooljaar waarvoor de omgezette middelen zijn aangevraagd, volgens volgende berekeningsformule:

1° de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van een lestijd wordt bepaald op basis van de kostprijs van de voltijdsequivalenten (VTE's) in dienst (buiten DPPR, opdrachten, beschikbaarheid) in januari van elk jaar. De totale loonkostprijs van deze VTE's voor de maand januari wordt gedeeld door het aantal VTE's in dienst in januari om de gemiddelde maandelijkse kostprijs per VTE te verkrijgen. Deze gemiddelde maandelijkse kostprijs wordt met 13 vermenigvuldigd om de gemiddelde jaarlijkse kostprijs per VTE te verkrijgen. De gemiddelde jaarlijkse kostprijs per VTE wordt vervolgens gedeeld door een noemer die varieert naargelang de ambts categorie en het onderwijsniveau om de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van een lestijd te verkrijgen;

2° de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van een lestijd in het gewoon kleuteronderwijs wordt verkregen door de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van 1 VTE in dat onderwijsniveau door 26 te delen;

3° de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van een lestijd in het gewoon lager onderwijs wordt verkregen door de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van 1 VTE in dat onderwijsniveau door 24 te delen;

4° de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van een lestijd algemene vakken, kunstvakken, technische vakken en filosofische cursussen in het gewoon secundair onderwijs van de lagere graad wordt verkregen door de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van 1 VTE van deze ambts categorieën in dat onderwijsniveau door 22 te delen;

5° de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van een lestijd beroepspraktijk in de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs van de lagere graad wordt verkregen door de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van 1 VTE van deze ambtscategorie in dat onderwijsniveau door 22 te delen;

6° de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van een lestijd beroepspraktijk in de tweede graad van het gewoon secundair onderwijs van de lagere graad wordt verkregen door de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van 1 VTE van deze ambtscategorie in dat onderwijsniveau door 28 te delen;

7° de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van een lestijd algemene vakken, kunstvakken, technische vakken en filosofische cursussen in het gewoon secundair onderwijs van de hogere graad wordt verkregen door de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van 1 VTE van deze ambtscategorieën in dat onderwijsniveau door 20 te delen;

8° de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van een lestijd beroepspraktijk in het gewoon secundair onderwijs van de hogere graad wordt verkregen door de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van 1 VTE van deze ambtscategorie in dat onderwijsniveau door 28 te delen;

9° de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van een lestijd in het gespecialiseerd kleuteronderwijs wordt verkregen door de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van 1 VTE in dat onderwijsniveau door 26 te delen;

10° de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van een lestijd in het gespecialiseerd lager onderwijs wordt verkregen door de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van 1 VTE in dat onderwijsniveau door 24 te delen;

11° de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van een lestijd algemene vakken, technische vakken (vorm 4) en filosofische cursussen in het gespecialiseerd secundair onderwijs van de lagere graad wordt verkregen door de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van 1 VTE van deze ambtscategorieën in dat onderwijsniveau door 22 te delen;

12° de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van een lestijd technische vakken (vormen 1, 2 en 3) en beroepspraktijk (vormen 1, 2 en 3) in het gespecialiseerd secundair onderwijs van de lagere graad wordt verkregen door de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van 1 VTE van deze ambtscategorie in dat onderwijsniveau door 24 te delen;

13° de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van een lestijd beroepspraktijk (vorm 4) in het gespecialiseerd secundair onderwijs van de lagere graad wordt verkregen door de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van 1 VTE van deze ambtscategorie in dat onderwijsniveau door 28 te delen;

14° de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van een lestijd algemene vakken, kunstvakken, technische vakken en filosofische cursussen in het gespecialiseerd secundair onderwijs van de hogere graad wordt verkregen door de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van 1 VTE van deze ambtscategorieën in dat onderwijsniveau door 20 te delen;

15° de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van een lestijd beroepspraktijk in het gespecialiseerd secundair onderwijs van de hogere graad wordt verkregen door de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van 1 VTE van deze ambtscategorie in dat onderwijsniveau door 28 te delen.

Art. 5. Als een inrichtende macht of een groep van inrichtende machten beslist het geheel van de toegekende werkmiddelen om te zetten, wordt het verkregen getal naar de lagere eenheid afgerond om het aantal lestijden te bepalen.

Art. 6. De omzetting van de middelen naar lestijden moet het hele schooljaar dekken, namelijk van 1 september tot 30 juni.

Het omgezette bedrag wordt in mindering gebracht bij de uitbetaling van de dotatie/subsidie voorzien in de maand januari van het bedoelde schooljaar.

Het aantal lestijden die door middel van omzetting van financiële middelen wordt verkregen, mag niet worden gewijzigd tussen 1 september en 30 juni van het bedoelde schooljaar.

Art. 7. De omgezette lestijden worden uitsluitend gebruikt voor de uitoefening van de opdracht van preventieadviseur en overeenkomstig de bepalingen van titels I, II en III van Boek II van de Codex over het welzijn op het werk van 28 april 2017, of de opdracht van afgevaardigde voor gegevensbescherming in het kader van de algemene verordening gegevensbescherming die op 27 april 2016 door het Europees Parlement werd aangenomen.

Daartoe moet de inrichtende macht de opdracht koppelen aan de uitoefening van een wervingsambt van het bestuurs- en onderwijzend personeel, in de zin van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

De bezoldiging van het personeelslid aan wie deze opdracht wordt toegewezen, wordt vastgelegd op basis van de bekwaamheidsbewijzen die hij bezit overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juni 2014 betreffende de ambten, bekwaamheidsbewijzen en barema's tot uitvoering van de artikelen 7, 16, 50 en 263 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

Art. 8. In afwijking van artikel 2, tweede lid, van dit besluit wordt de aanvraag voor het schooljaar 2019-2020 uiterlijk op 30 september 2019 ingediend, bij gebreke waarvan zij niet ontvankelijk is.

Voor de berekening van de gemiddelde kostprijs op 1 januari 2019 in artikel 4, moet het getal 28 worden vervangen door 30.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2019.

Art. 10. De Minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 september 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS